

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

S/C/W/142

19 mai 2000

(00-2058)

Conseil du commerce des services

Original: espagnol

COMMUNICATION DU CHILI

Réexamen des exemptions des obligations énoncées à l'article II

Questionnaire concernant la Liste des exemptions de l'obligation NPF

La délégation du Chili a fait parvenir au Secrétariat le document ci-après, en lui demandant de le distribuer aux membres du Conseil du commerce des services.

Questions du Chili

Exemptions horizontales

Cette catégorie d'exemptions figure en troisième position du point de vue du nombre d'exemptions qu'elle contient (73), après celles qui concernent les services de transport (143) et les services de communication (98). Vingt pour cent des exemptions qui s'appliquent à tous les pays s'appliquent également à tous les secteurs. Les Membres qui ont pris le plus d'exemptions relevant de cette catégorie sont les CE (9) et les États-Unis (7).

1. Autriche, page 2. L'Autriche pourrait-elle indiquer pourquoi, à son sens, l'exemption figurant à la page 2 n'est pas visée par l'article *Vbis* de l'AGCS? L'Autriche maintient-elle la mesure en question depuis son entrée dans l'UE?
2. Estonie, page 7. Pourquoi l'Estonie estime-t-elle que les mesures en question ne sont pas visées par l'article *Vbis*?
3. Communautés européennes, page 8. Les Communautés européennes pourraient-elles indiquer, en ce qui concerne la troisième rubrique de la page 8, quelles sont les activités et professions visées par la mesure et les liens historiques qui justifient cette dernière?
4. Communautés européennes, page 8. Prière d'indiquer quelles sont les activités et professions visées par l'exemption de la dernière rubrique de la page 8. Quelles raisons historiques les Communautés européennes invoquent-elles pour maintenir l'exemption concernant la Roumanie et la Suisse?
5. Communautés européennes, page 8. Prière d'indiquer en quoi les mesures adoptées par le Danemark (page 8) et la Suède (page 21) compromettent le traitement NPF. Qui octroie les crédits et à quel type d'organisation? Quel est le statut juridique de la Banque nordique? Ces questions s'appliquent également à la Finlande (page 11), à l'Islande (page 13) et à la Norvège (page 17).
6. Pérou, page 18. Prière d'indiquer avec quels pays ce type d'accord a été signé. Pourquoi le Pérou estime-t-il que cette exemption n'est pas visée par l'article *Vbis*? La réciprocité est-elle fondée sur la législation nationale ou sur des accords internationaux?
7. Thaïlande, page 23. Prière d'indiquer en quoi consiste le traitement de faveur accordé aux ressortissants des États-Unis.
8. États-Unis, page 33. Le traitement de faveur accordé aux petites entreprises canadiennes est-il prévu dans l'Accord de libre-échange nord-américain?
9. Canada (page 3) et Pologne (page 19). Ces deux Membres ont défini la durée de leurs exemptions relevant de cette catégorie comme étant "indéterminée" et non "indéfinie", ce qu'ont fait la plupart des Membres. Existe-t-il, à leur avis, une différence entre l'une et l'autre notion?
10. Suède, page 21. La Suède a indiqué une durée minimum de onze ans en ce qui concerne son exemption applicable à tous les secteurs. Selon son interprétation, quelle est la portée du paragraphe 6 de l'annexe de l'article II à cet égard? Quelles sont les meilleures conditions prévues par les traités en question? Ces traités prévoient-ils une date d'annulation?
11. Tunisie, page 24. La Tunisie n'a pas indiqué la durée de son exemption applicable à tous les secteurs. Serait-elle en mesure de fixer cette durée?

12. Guatemala, page 11. Le Guatemala n'explique pas en quoi la mesure est incompatible avec l'article II et se contente de citer les accords concernés. Pourrait-il indiquer plus précisément quelles mesures de ces accords seraient visées par l'exemption proprement dite?

13. El Salvador, page 7. El Salvador émet une réserve eu égard au Traité général d'intégration économique de l'Amérique centrale. Pourrait-il indiquer pourquoi une telle exemption est à son avis nécessaire? Ce traité n'est-il pas régi par l'article V de l'AGCS?

14. Dans la troisième rubrique de la page 9, l'Union européenne formule une réserve concernant San Marino, Monaco, Andorre et la Cité du Vatican. Convient-il, à son avis, de considérer cette exemption comme une réserve relative à un accord d'intégration des marchés du travail? Cette exemption n'est-elle pas visée par l'article Vbis de l'AGCS?

Exemptions concernant les services professionnels

Les exemptions relevant de cette catégorie sont très nombreuses (15), mais onze d'entre elles sont applicables à tous les pays.

15. Diverses exemptions concernant le secteur des services professionnels sont fondées sur le principe de reconnaissance des titres sur une base réciproque. Tel est le cas des exemptions figurant dans les listes du Costa Rica, de la République dominicaine, du Honduras, de la Thaïlande et de la Turquie. Ce principe n'est-il pas prévu aux articles VI et VII de l'AGCS? Dans le cas du Costa Rica, ne serait-il pas en outre prévu à l'article V de l'AGCS?

16. Le Costa Rica, la République dominicaine, le Honduras, la Thaïlande et la Turquie pourraient-ils indiquer les critères utilisés pour accorder un traitement réciproque? À leur sens, en quoi les accords de réciprocité diffèrent-ils des accords de reconnaissance mutuelle?

17. Brunéi Darussalam a déclaré que l'exemption correspondant à sa première rubrique relative aux services juridiques pourrait être levée. A-t-il mené une analyse en vue de lever cette mesure? Quel délai est prévu à cette fin?

18. La République dominicaine pourrait-elle donner des explications concernant la rubrique de la deuxième colonne relative aux services juridiques?

19. Singapour pourrait-elle indiquer les raisons politiques qui l'ont conduite à maintenir cette exemption uniquement à un sous-secteur des services professionnels (services juridiques)?

20. La Thaïlande pourrait-elle indiquer les raisons qui l'ont conduite à maintenir cette exemption uniquement pour le sous-secteur des services de comptabilité?

Exemptions concernant les autres services fournis aux entreprises

21. Le Costa Rica a inscrit dans sa liste une exemption concernant les services de publicité qui serait fondée sur le Traité d'intégration économique de l'Amérique centrale. Cette exemption ne serait-elle pas visée par l'article V de l'AGCS?

Exemption concernant les services de télécommunication

22. Antigua-et-Barbuda, le Honduras et la Colombie prévoient des exemptions de l'obligation d'accorder le traitement NPF aux pays tiers en vertu de leurs accords d'intégration économique respectifs. Des exemptions concernant ces accords ne seraient-elles pas prévues à l'article V de l'AGCS?

Exemptions concernant les services audiovisuels

23. La deuxième rubrique de l'Australie (page 45) englobe les mesures prises en réponse à des mesures non raisonnables imposées aux services australiens ou aux services fournis par un autre Membre. L'Australie pourrait-elle indiquer de quel type de mesures il s'agit? Pourrait-elle expliquer le concept d'"actions unilatérales non raisonnables" qui apparaît dans la troisième colonne de cette même rubrique? Pourrait-elle en outre donner des exemples de ces deux types de mesures? Lesquelles ont été appliquées dans la pratique?

Transport aérien

24. Canada, page 117. Prière d'indiquer à quels pays et à quels fournisseurs de services de manutention ou de réparation un traitement préférentiel est accordé. Quels critères sont pris en compte pour accorder un traitement de faveur?
